



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COUP D'ETAT MILITAIRE EN GUINEE BISSAU

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) regrette le coup d'État intervenu le 14 septembre 2003 en Guinée-Bissau.

La **RADDHO** et l'**Institut de Gorée** ayant mesuré l'ampleur de la crise institutionnelle, politique, économique et sociale avaient conçu le projet de réunir les acteurs politiques et gouvernementaux, ainsi que la Société civile de la Guinée-Bissau en vue d'une large concertation sur le processus électoral des Législatives du 12 octobre prochain. Cette concertation devait avoir lieu ce lundi 15 septembre.

Nous devons à la vérité de reconnaître que le Président Kumba Yala qui a été démocratiquement élu, s'est employé de façon méthodique et irresponsable à détruire aussi bien les institutions démocratiques que l'appareil productif bissau-guinéen.

L'État bissau-guinéen qui se trouve totalement en lambeaux fonctionne depuis plusieurs mois sans Parlement, ni Constitution, (le Président Kumba Yala n'ayant pris aucune mesure réglementaire permettant l'application de la nouvelle Constitution votée par voie référendaire), sans Cour Suprême (le Président de celle-ci ayant été chassé par le Président de la République en toute illégalité).

Voilà un État qui fonctionne sur la base de l'arbitraire pur avec des arrestations et des détentions illégales contre des hommes politiques, des leaders syndicaux et des défenseurs des droits humains.

L'État Bissau-Guinéen, qui est totalement exsangue est resté près de huit (8) mois sans payer les salaires des fonctionnaires. Les coupures d'électricité sont fréquentes et l'eau que boivent les populations bissau-guinéennes n'est pas potable.

La RADDHO :

- estime que ce chef d'État éthnocrate n'a absolument rien fait pour empêcher ce qui lui est arrivé. Mieux, il n'est pas exagéré aujourd'hui de s'interroger sur l'état mental du Président déchu ;
- recommande vivement aux nouvelles autorités bissau-guinéennes de poursuivre le processus électoral en cours et d'organiser dans les meilleurs délais des élections législatives de manière à ce que la restauration du Parlement soit la première étape d'un retour à l'ordre constitutionnel et démocratique qu'elles préconisent ;
- en appelle aux nouvelles autorités pour qu'elles agissent de manière à consolider la paix, la sécurité et la stabilité en Guinée-Bissau et dans la sous région ;
- invite la Communauté africaine et internationale à exercer de fortes pressions sur les nouvelles autorités pour que le processus électoral en cours ne soit pas bloqué, et pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel et démocratique en Guinée-Bissau.

Fait à Dakar, le 15 septembre 2003
Le Secrétariat Général